

## IL ETAIT UNE FOIS...

### Dans ce numéro

#### 1- Manipulation de l'image (Par Information Clearing House)

L'événement entier est tenu pour l'équivalent de la chute du mur de Berlin... mais même un regard rapide de la photo de loin montre plus un événement construit pour les médias et taillé sur mesure pour les caméras de télévision.

#### 2- Les médias, les vainqueurs et les anti-guerre (Par Denise Mendez)

Alors que l'expédition punitive contre l'Irak n'est même pas achevée puisque l'armée des "libérateurs" continue d'écraser sous un tapis de missiles et bombes les champs de bataille du Nord du pays, les médias s'associent à la victoire des Etats-Unis et insinuent que les anti-guerre devraient faire acte de repentance.

#### 3- Que va-t-il ressortir du nouveau désordre international ? (Par Arnaud Zacharie)

Il y a des moments dans l'histoire où l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Nous sommes sans doute en train de vivre un tel moment.

#### 4- L'Europe au prisme du Bosphore (Par Bernard Dréano)

Fin 2002, le sommet européen de Copenhague a répondu de manière ambiguë à la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Depuis l'Union est entrée dans la crise que l'on sait face à la volonté de guerre américaine en Irak et la Turquie s'est trouvée au cour de la tourmente, notamment en ce qui la concerne, parce qu'elle a été l'objet de la première crise grave de l'OTAN depuis des années.

#### 5- La société 20/80 et le tittytainment (Par Mauro J. Zúñiga A)

Au XXIe siècle, 20% de la population active suffiront à maintenir en marche l'économie mondiale. Et le reste ? « 80 % auront sans doute de grands problèmes » répond Jeremy Rifkin, auteur de « La fin du travail ». Zbigniew Brzezinski, qui a été conseiller du président Jimmy Carter, réunit deux mots anglais pour donner la solution : tits, qui signifie poitrine, sein ou mamelle, comme l'on préfère, non pas pour souligner le côté sexuel, mais plutôt le côté alimentaire, entertainment, loisir : tittytainment. En 1996, il existait déjà 500 satellites qui envoyaient des signaux à mille millions de postes de télévision.

### Vous avez- rendez-vous avec ATTAC

Liste des événements, réunions, rencontres, débats organisés par un ATTAC dans le monde.



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.

« Manipulation de l'image » Plan large de la scène de la chute de Bagdad - <http://www.informationclearinghouse.info/>

### Manipulation de l'image

Source :  
<http://www.informationclearinghouse.info/article2842.htm>

Traduction.

6 avril : Le fondateur du Congrès national irakien (CNI), Ahmed Chalabi est envoyé par avion par le Pentagone dans la ville de Nasiriyah au Sud de l'Irak. 700

combattants de son groupe « Free Iraqi Forces » et lui-même sont transportés par 4 avions transporteurs militaires C17. Ahmed Chalabi et le NCI sont les favoris du gouvernement américain pour prendre la tête du futur gouvernement irakien. Une photographie de Chalabi et des membres de son organisation est prise lors de leur arrivée à Nasiriyah.

9 Avril : L'une des « plus remarquables images de la guerre » est créée par les troupes américaines lorsqu'elles mettent à bas la statue de Saddam Hussein sur la place Fardus. Etrange... une photographie est prise d'un homme qui a une ressemblance troublante avec l'un des membres de la milice de Chalabi... il se trouve près de la place Fardus pour accueillir dans la liesse les Marines. Combien des membres de la Free Iraqi Forces pro-américaine, se trouvaient sur la place Fardus quand la statue de Saddam a été mise à terre?

Le plan vidéo rapproché de la statue détruite a été diffusé dans le monde entier comme la preuve d'un soulèvement général. Des photographies prises à Reuters montre un plan large de la place Fardus... elle est vide sauf pour les Marines qui s'y trouvent, la presse internationale et une petite poignée d'Irakiens. Au plus il n'y a pas plus de 200 personnes. Les Marines ont organisé le blocage complet de la place qu'ils gardent par des tanks. Un véhicule blindé américain est utilisé pour faire tomber la statue de Saddam. L'événement entier est tenu pour l'équivalent de la chute du mur de Berlin... mais même un regard rapide de la photo de loin montre plus un événement construit pour les médias et taillé sur mesure pour les caméras de télévision.

Voir l'image dans la version PDF ou à l'adresse Internet de la source de cette information

### **Les médias, les vainqueurs et les anti-guerres**

Par Denise Mendez. Membre de la commission internationale d'ATTAC France

Alors que l'expédition punitive contre l'Irak n'est même pas achevée puisque l'armée des " libérateurs " continue d'écraser sous un tapis de missiles et bombes les champs de bataille du Nord du pays, les médias s'associent à la victoire des Etats-Unis et insinuent que les anti-guerre devraient faire acte de repentance.

Les " anti-guerre " ne sont pas des pacifistes béats, ils se sont engagés contre une guerre illégitime, déclenchée contre la volonté de l'ONU, qui de plus avait tous les traits d'une expédition punitive en raison de l'incomparable inégalité des forces en présence. De ce fait la victoire des armées d'invasion était prédictible dès le début des opérations, la seule inconnue étant le degré de résistance des Irakiens . La vraie surprise de cette guerre a été la force et la vaillance de la résistance des irakiens. Cette résistance inespérée a surpris les agresseurs qui avaient consacré des années d'efforts pour conditionner les populations à travers le

puissant émetteur radio de la Voice of America, le lancement par avion de 37 millions de documents de propagande et enfin l'infiltration depuis des mois d'agents spéciaux formés pour préparer la population à accueillir les " alliés " libérateurs. Devant l'échec de cette manipulation et devant le doute qui menaçait de s'insinuer parmi les jeunes hommes et femmes, en majorité chômeurs et pauvres - engagés dans une expédition qu'ils croyaient bénie par dieu, le commandement a intensifié l'emploi des moyens les plus meurtriers pour faire céder la population sous l'effet des bombardements continus , et par la pratique des tirs directs de missiles et de chars sur les civils désarmés. Le mot de carnage et de massacre a été prononcé par les journalistes présents sur le terrain, du moins par ceux qui, ne faisant pas partie des sélectionnés incorporés à l'armée américaine , un peu comme les chroniqueurs espagnols qui accompagnaient les troupes des conquistadores afin de relater leurs hauts faits lorsqu'ils apportaient la bonne parole aux Indiens d'Amérique.

Il faut admettre que les médias français télévisés avaient dès le premier jour de l'offensive militaire adopté le ton du reporter sportif qui a choisi son équipe ; ils proclamaient l'entrée des britanniques dans Oum Ksour dès le lendemain et l'entrée dans Bassorah 2 jours plus tard et ne tarissaient pas d'éloge sur la progression rapide des chars américains vers Bagdad . Puis, le ton est devenu plus humble lorsque, grâce à des journalistes indépendants les tirs assassins sur des civils et le carnage des bombes à fragmentation et des bombes incendiaires.

Mais tout ceci est oublié et même annulé par la victoire militaire qui apparaît comme une victoire des présentateurs de télévision. D'où l'audace de ceux qui nous invitent à la repentance car à leurs yeux la victoire militaire se confond avec la victoire du droit . Les américains ont gagné parce-qu'ils avaient raison et voici qu'ils en trouvent la preuve dans les vivas prononcés par les habitants du quartier de Saddam City le plus marginal de la ville ; preuve aussi dans les déclarations enthousiastes de cette pauvre femme qui dit " ça y est cette fois grâce aux américains on va pouvoir voyager aller à Paris, en Suisse, en Amérique.. " . Pourtant à côté des journalistes militants de la cause libératrice des " alliés " , il y en a d'autres qui mesurent la fragilité de cette soudaine adhésion, après trois semaines de silence ; ils y voient tantôt l'effet du soulagement naturel après trois semaines d'incessants bombardements, il y a aussi ceux qui dans toutes les sociétés sont toujours du côté du vainqueur. Ces journalistes décents n'omettent pas de rapporter les larmes sur les visages de bagdadis humiliés par l'occupation étrangère. Ils disent l'atmosphère de tristesse qui emplit les quartiers rasés par les bombes ; le désespoir d'un homme qui devant le passage des " marines " s'effondre en disant " au mon Irak, j'ai perdu mon pays " ; ils rapportent aussi l'inquiétude et les propos lucides de ceux qui doutent que les américains veuillent contribuer à la démocratisation de l'Irak,

sachant que les autorités américaines ont pour tradition de combattre les dictatures qui résistent à leur volonté impériale et de tolérer les dictatures qui s'y soumettent .

Loin de nous soumettre à la repentance à laquelle nous invitent les thuriféraires des vainqueurs militaires, nous trouvons dans cette guerre et ses énormes crimes contre l'humanité de nouvelles raisons de dénoncer la doctrine de la guerre préventive qui inspire le gouvernement des Etats-Unis dans son entreprise de gendarme du monde . L'ambition avouée de poursuivre la guerre préventive sans limite de temps et d'espaces, doit nous mobiliser plus que jamais pour empêcher les " guerres préventives ". Le chantage à l'anti-américanisme ne nous impressionne pas car nous avons parmi les citoyens des Etats-Unis de nombreux amis et camarades qui combattent le militarisme de leurs dirigeants. Ces américains là, ne se repentent pas de leur opposition à la guerre d'Irak. Parmi eux se trouvent des combattants de la guerre du Vietnam, et bientôt sans doute se trouveront des combattants de la guerre d'Irak, par exemple quelques uns des 37 000 latino-américains immigrés qui se sont engagés dans cette guerre dans l'espoir d'obtenir leur naturalisation. Cinq mexicains et guatémaltèques ont eu la chance de gagner rapidement leur décret de naturalisation, ils se trouvaient en effet parmi les premiers à mourir dans les sables d'Irak.

Denise Mendez

Contact pour cet article : [attacint@attac.org](mailto:attacint@attac.org)

### **Que va-t-il ressortir du nouveau désordre international ?**

Par Arnaud Zacharie. Porte-parole d'ATTAC-Belgique et coauteur de « Mise à nu des marchés financiers » (Vista/Syllepse, 2002)

Il y a des moments dans l'histoire où l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Nous sommes sans doute en train de vivre un tel moment.

Suite à une ère de prospérité que d'aucuns annonçaient comme éternelle durant le double mandat de Bill Clinton aux Etats-Unis, les élections à suspense de novembre 2000 offrent les clés de la Maison Blanche au républicain George W. Bush. Très vite, les difficultés s'annoncent dans le ciel présidentiel. D'abord, l'espoir engendré par la nouvelle économie s'effondre à la Bourse du Nasdaq et le pays plonge, sur fond de scandales financiers, dans une grave crise économique. Ensuite, les attentats du 11 septembre 2001 frappent de plein fouet un pays qui n'avait même pas été inquiété sur ses terres durant la seconde guerre mondiale. Ces événements sont politiquement d'autant plus catastrophiques pour George W. Bush qu'il est lui-même inquiété par les scandales boursiers et qu'il est accusé d'avoir pris à la légère la menace terroriste.

C'est alors qu'entrent sur le devant de la scène les « faucons » de son administration, issus des moral value

conservatives. On a déjà tant dit et tant écrit sur la guerre « antiterroriste » en Afghanistan et en Irak, sur les desseins de l'administration Bush dans le Moyen-Orient, sur les enjeux pétroliers et le nombre de Saoudiens parmi les auteurs des attentats. On a également beaucoup parlé des mesures souvent plus spectaculaires qu'efficaces envers les « patrons voyous », du paquet de cadeaux fiscaux, de la politique de baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale des Etats-Unis, de l'explosion des dépenses militaires et sécuritaires ou des contrats offerts aux firmes américaines pour la reconstruction des « Etats voyous ». Quoi qu'il en soit, il est évident que toutes ces mesures ont pour but de relever un difficile défi politique intérieur, déjà partiellement remporté lors des Midterms, à savoir renverser le cauchemar boursier et terroriste d'hier en un nouveau rêve américain et remporter les prochaines élections présidentielles qui auront lieu dans dix-huit mois.

Le problème est que les visées politiques de l'administration Bush, à la tête de l'unique superpuissance mondiale, ont de graves répercussions sur le reste du monde, non seulement sur le Moyen et le Proche-Orient, mais aussi sur l'Union européenne et l'ensemble des Nations unies. Il est symptomatique de constater avec quelle impertinence le conseiller Richard Pearle tourne en dérision la mort de l'ONU, avec quelle dérision le chef du Pentagone Donald Rumsfeld raille la « vieille Europe » et avec quelle agressivité George W. Bush annonce que « ceux qui ne seront pas avec nous seront contre nous ». La guerre préventive étant déclarée et la Charte des Nations unies tremblant sur ses bases, l'administration Bush n'hésite pas à également placer des peaux de banane plus sournaises sous les pieds de l'Union européenne. Ebranlée politiquement par la désormais célèbre « Lettre des Huit », l'Union européenne va sans doute devoir subir une grave déconvenue économique. En effet, alors que nombre d'observateurs européens se félicitent de la hausse de l'euro, qui a en fait pour origine la baisse du dollar, l'« euro fort » risque bien de devenir la pire des choses pour les exportations et l'économie européenne, notamment en Allemagne où une récession, qui n'épargnerait personne sur le vieux continent, n'a été évitée en 2002 que grâce à un « euro faible ».

Quoi qu'il en soit, l'horizon européen semble bien trouble alors que l'Union s'apprête à entamer une étape cruciale de sa construction avec son élargissement à l'Est. Dans un article publié dans La Libre Entreprise du 7 décembre 2002, je soulignais avec quelle légèreté les gouvernements analysaient la crise économique, tablant sur des projections de croissance de plus de 2% pour 2003. Moins de deux mois plus tard, les projections étaient déjà revues à la baisse, la fourchette de 1 à 1,8% de croissance retenue par la Commission étant susceptible de se transformer à terme en stagnation, voire en récession. Les marges budgétaires s'annoncent donc des plus minces, ce qui annonce en Belgique une belle foire d'empoigne lors de la négociation de la prochaine déclaration

gouvernementale, mais aussi des difficultés pour les Quinze à faire face au défi financier de l'élargissement. L'argument d'une reprise économique vigoureuse une fois les incertitudes de la guerre en Irak disparues ne tient pas, puisque l'administration Bush semble n'envisager cette guerre que comme une étape dans un plan beaucoup plus vaste. Sans parler des terroristes qui naîtront sur les cendres du dictateur Saddam, de l'exacerbation des fondamentalismes religieux et des conflits identitaires, du chaos généré par un monde régi par le concept de « guerre préventive », voire d'une nouvelle bipolarité avec les « Axes du Bien et du Mal » remplaçant les deux blocs de la guerre froide.

L'avenir semble bien sombre... Et pourtant, des crises majeures de l'humanité sont souvent ressorties des solutions ambitieuses. Rappelons-nous que sur les cendres du krach boursier de 1929, de la Grande Dépression des années trente et de la seconde guerre mondiale, sont nés le système de coopération monétaire internationale de Bretton Woods, le système de sécurité collective de l'ONU et l'ébauche de l'actuelle Union européenne. La guerre diplomatique mondiale et la guerre préventive unilatérale que nous avons actuellement sous les yeux peuvent provoquer le choc nécessaire aux futures grandes œuvres politiques internationales. D'abord par la constitution d'une Europe politique, entamée si nécessaire par un premier peloton d'Etats membres, pas seulement obsédée par la nécessité de construire un contre-poids face aux Etats-Unis, mais aussi et surtout déterminée à davantage mutualiser ses forces et à se donner les moyens fiscaux et sociaux d'opérer des relances économiques concertées. Ensuite par le rétablissement et la démocratisation du système des Nations unies, en lui assignant de nouvelles missions adaptées aux nouveaux enjeux internationaux et en lui donnant les moyens de ses ambitions – parmi lesquelles la résorption de la fracture Nord-Sud, l'éradication planétaire des armes de destruction massive et la constitution d'un véritable espace démocratique mondial. Enfin, en tirant les leçons du « laisser-faire » financier de ces vingt dernières années et en établissant de nouvelles régulations financières internationales.

Certes, un tel scénario paraît de la science-fiction face au nouveau désordre international actuel. Mais n'oublions pas que l'administration Bush n'est pas éternelle et que son pari politique n'est pas gagné d'avance, que la construction européenne a souvent accouché d'étapes cruciales dans la douleur et, surtout, que l'opinion publique internationale a prouvé, notamment le 15 février 2003, qu'elle était prête. C'est ce qu'Edgar Morin appelle la « mondialisation des consciences », qui dans le vieux continent ont bien pris soin de largement s'europaniser au passage. Entre un monde régi par la force et un monde régi par la loi, les citoyens du monde semblent avoir choisi. Puissent les gouvernements du monde les entendre et être à leur hauteur.

## L'Europe au prisme du Bosphore

Par Bernard Dréano

Fin 2002, le sommet européen de Copenhague a répondu de manière ambiguë à la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Depuis l'Union est entrée dans la crise que l'on sait face à la volonté de guerre américaine en Irak et la Turquie s'est trouvée au coeur de la tourmente, notamment en ce qui la concerne, parce qu'elle a été l'objet de la première crise grave de l'OTAN depuis des années.

Quelques mois plus tôt, le 3 novembre 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP) issu de la mouvance islamiste, avait remporté les élections en Turquie en se revendiquant de l'Europe, tout comme d'ailleurs le seul parti d'opposition (néo-Kemaliste) représenté au parlement (1). Cette victoire des "islamistes modérés" avait servi d'argument tant aux partisans de l'entrée des turcs dans l'UE qu'à leurs adversaires. Il est d'ailleurs pour le moins curieux que nombre de ces politiciens européens aient "découvert" aujourd'hui l'aspiration turque à rejoindre l'Union. Car enfin la République turque est membre fondatrice du Conseil de l'Europe (1949), membre de l'OTAN depuis 1952 (avant l'adhésion de la République Fédérale d'Allemagne), associée à la Communauté Européenne (la future Union) depuis 1963, bien longtemps avant la Grande Bretagne...

La situation actuelle nous dit beaucoup de choses sur la Turquie

La "promesse d'adhésion" européenne implicite dans l'association de 1963 était ambiguë du point de vue turc. Dès le début de la guerre froide l'arrimage de la Turquie à l'Occident face à l'Union Soviétique, était par contre très clair.

La Turquie créée par Mustafa Kemal Atatürk avait conservé sa neutralité entre démocraties occidentales, fascisme et URSS. Son successeur, Ismet İnönü, et l'armée, pilier du régime, ont choisi après 1945 l'alliance avec les Etats Unis. L'ouverture européenne n'a pas été conçue comme un simple complément de l'alliance américaine mais comme un moyen de conforter l'orientation modernisatrice d'Atatürk. Mais les élites dirigeantes n'ont pas pour autant remis en question le mécanisme de leur domination, le projet d'europanisation, synonyme de modernisation démocratique étant toujours contrebalancé par l'autoritarisme traditionnel sous couvert de kemalisme synonyme d'indépendance. Pendant les vingt années qui vont suivre, "l'Etat profond" (2) répugnera à s'engager trop avant dans un rapprochement avec l'Union européenne risquant de mettre en cause les pratiques antidémocratiques issues du coup d'état de 1980. Formellement, les gouvernements pouvaient être dirigés par les partis de centre droit de la Juste Voie (DYP dirigée par Me Tansu Ciller) ou de la Mère Patrie (ANAP dirigée par Mesut Hylmaz, héritier du Parti de la

Justice), ou par un centre gauche kemaliste (dirigé par Bulent Ecevit). Pratiquement le système ne changeait pas. Même la chute du mur de Berlin n'a pu le remettre en cause, comme en témoigne l'échec de la tentative du président Turgut Ozal (mort en 1993) de refonder la posture internationale du pays. Dès lors, la gauche restant faible et divisée, la contestation s'est exprimée de plus en plus dans un sens islamiste et populiste, avec la montée du Parti de la Prospérité (Refah) (3) dont la majorité formera plus tard l'AKP

Pendant des années la sale guerre du Kurdistan, avait aidé "l'Etat profond" à justifier son pouvoir sécuritaire. Une guerre qui opposait l'armée turque aux partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la répression des uns favorisant la radicalisation des autres, tous deux étant des "produits d'un monde pré-démocratique et du même type de réaction idéologique nationaliste" (4). En infligeant une défaite militaire au PKK, l'armée a perdu l'une des justifications de sa puissance, sans pour autant que le problème kurde, qui se pose maintenant sur tout le territoire (5), ne soit réglé (6).

Mais l'incurie d'une gestion dominée par "l'Etat profond" a fragilisé le système. Cet amalgame de nationalisme militariste, de crime organisé mafieux et de corruption, est devenu de plus en plus insupportable pour une opinion publique écourée après l'accident de Susurluk (7) ou la calamiteuse gestion du tremblement de terre de 2001. La déroute électorale des partis du système était donc prévisible. Reste que "l'Etat profond" peut déstabiliser un pouvoir qui n'a rassemblé qu'un tiers de l'électorat, et un Parlement où 45% des électeurs ne sont pas représentés. Surtout, l'armée dicte toujours sa loi: Erdogan n'a pas le droit, pour le moment, d'être Premier ministre (8), pour avoir porté atteinte verbalement à la laïcité! (c'est le numéro deux du parti, Abdullah Gül qui occupe le poste).

La crise irakienne rend encore plus difficile la position du gouvernement AKP. L'opinion publique est farouchement hostile à la guerre, le gouvernement ne veut pas se couper des Français et surtout des Allemands, mais l'armée turque ne veut pas se couper des Américains, l'une des clés de son pouvoir, et veut contrôler les velléités indépendantistes des Kurdes d'Irak. Erdogan et Gül cherchent, avec un certain brio, à tirer le meilleur parti de leurs faiblesses, en faisant payer aussi cher que possible à Washington (en milliards de dollars pour desserrer l'étau du FMI) un soutien aussi distant que possible (pour ne pas provoquer la révolte de la base électorale de l'AKP), tout en permettant le maximum d'ingérence au Nord de l'Irak!

Dans ce jeu complexe, les Européens, et tout particulièrement les Européens "pour la paix" à Bruxelles, Berlin et Paris, manquent visiblement de billes. Les politiciens français ou allemands n'ont pas voulu depuis des décennies tirer toutes les conséquences du fait que la Turquie était aussi

profondément insérée dans le jeu est-européen et que ce jeu là était plus atlantique qu'oriental !

La situation actuelle nous en dit beaucoup plus encore sur l'Europe

La question de la Turquie est le symptôme d'un problème d'identité européenne. La construction européenne, après les deux guerres mondiales, a eu pour principal moteur la volonté de paix dans un continent ravagé par une histoire tragique, histoire à laquelle les Ottomans, précurseurs des turcs avaient été intimement liés. Dans le contexte de la guerre froide, l'autre moteur évident de l'intégration européenne était l'alliance face au bloc soviétique dans laquelle, nous l'avons vu, la Turquie était intégrée dès 1952. L'accord d'association de 1963 n'avait donc rien d'artificiel.

Mais après les élargissements progressifs de l'Union et surtout avec la chute du mur de Berlin, l'Europe intégrée s'est trouvée, sans s'y être vraiment préparée, confrontée à un redoutable problème de définition d'elle-même: "Où s'arrête l'Europe?". C'est une question que les militants du réseau Helsinki Citizens' Assembly ont traitée en 1993, à Ankara justement et dont la réponse n'avait rien d'évident (9).

Or se dessine une réponse idéologiquement forte, une réponse qui tourne le dos à un projet de construction européenne de nature politique pour adopter une posture "essentialiste", voire ethnique, l'instauration d'une Europe réduite à ses composantes historiques "essentielles" catholique, protestante et juive ashkénaze, qui n'accepte que du bout des lèvres les demi-européens orthodoxes (et en éloignant la majorité d'entre eux Russes, Biélorusses ou Ukrainiens), voire les juifs sépharades et rejetant "par essence" les musulmans. Compte-tenu du purgatoire prolongé dans lesquels se trouvent les pays orthodoxes et musulmans des Balkans, en dehors du cas des Grecs (dedans), et de celui des Croates (dehors), cette frontière culturelle sera effectivement établie (provisoirement?) avec l'élargissement actuel.

Fondés sur de tels motifs, le "non" à la Turquie prend un sens inquiétant, pour les Turcs mais aussi pour les millions de musulmans européens de souche des Balkans, ou les descendants d'immigrés de France, Grande Bretagne, Allemagne, etc. Dès lors que l'Europe se vit ainsi les communautés musulmanes ne pouvant être "essentiellement" européennes, elles deviennent allogènes. Un immigré Portugais en France, Polonais en Allemagne bientôt, pourra entretenir autant de liens qu'il le désire avec sa région d'origine qu'un Breton à Paris ou un Sicilien à Turin, il est (ou va être) "communautaire". Un "extra-communautaire" doit se préparer à rompre, autant que les Etats européens l'exigent, avec son pays d'origine. Dans ces conditions, il risque fort d'être un réduit à un statut de nouveau "dhimi" de l'empire européen - les dhimis historiques,

chrétiens et juifs dans les empires musulmans, étaient au moins supposé bénéficier de la protection de l'Etat.

Ce genre de situation n'est pas loin d'être celle qui prévaut en Bavière ou en Autriche, celle que d'aucuns rêvent d'imposer en Italie ou aux Pays Bas, où les ressortissants "allogènes" ont des droits civiques rognés en fonction d'accords inter-étatiques qui les dépassent, et sont cantonnés au sein de communautés plus ou moins "représentées" par des organisations plus ou moins confessionnelles. Dans le cas turc en Allemagne par exemple, c'était d'abord le Milli Görüş, l'organisation culturelle des islamistes, les contestataires (ou les Kurdes) se tournant vers les représentations sectaires et fermées des groupes "marxistes léninistes" (10). Le "modèle français" d'intégration républicaine n'est pas aussi différent qu'on pourrait le croire de ce "modèle bavarois". Certes il accepte non sans difficultés la naturalisation des allogènes: deviennent-ils citoyens réellement égaux en droits pour autant? Non, et pas seulement du fait des dénis de droits que peuvent provoquer les ruptures plus ou moins imposées avec le pays d'origine. La République Française n'a pas hésité à recourir pendant des années au "modèle bavarois" dans ses rapports avec le Maroc par exemple. Et finalement le "modèle français" n'intègre pas si bien: le fait qu'il y ait plus de députés d'origine turque au Bundestag que de députés d'origine maghrébine à l'Assemblée nationale (vous en connaissez?) en est un signe.

La question de la Turquie révèle aussi le problème des relations de l'Europe unie avec son voisinage. La Turquie n'a jamais été colonisée par ses voisins européens, elle fut au contraire le foyer d'un empire qui a contesté la suprématie d'autres empires en Europe même. Cet héritage historique et non quelques stupides considérations géographiques sur les rives du Bosphore, est un des facteurs de la légitimité turque pour demeurer dans le "concert européen". Mais le dépeçage impérialiste de l'empire ottoman à l'époque des conquêtes coloniales des XIX et XXe siècles, couplé aux préjugés anti-musulmans nourris par ces mêmes conquêtes et entretenu depuis, expliquent pourquoi la majorité des politiciens et des analystes ouest-européens ont toujours cherché à renvoyer la Turquie "en Orient", c'est à dire dans le tiers-monde, pour mieux éviter d'avoir à l'accepter comme acteur d'Europe.

Un autre argumentaire est avancé pour récuser la capacité de la Turquie à intégrer l'Union Européenne. Il ne s'agirait pas de racisme anti-musulman mais de considérations objectives tenant à sa taille et à sa situation économique: quatre-vingt millions d'habitants - plus que tout l'élargissement actuel cela peut être objectivement déstabilisant, et difficile à absorber pour une Union peu sûre d'elle-même. De plus, avec un PIB très inférieur à la moyenne de l'Union, la Turquie pose un gros problème économique si l'on veut maintenir un tant soit peu de cohésion et de solidarité dans l'Union, tout en préservant les intérêts du club de riches qui en

constitue le noyau dur. Enfin, politiquement, la Turquie est loin de satisfaire aux "critères de Copenhague" en matière de droit de l'homme. Les mêmes arguments sont d'ailleurs avancés aussi pour faire attendre la Bulgarie et la Roumanie, laisser dans les limbes les républiques post-Yougoslaves (en dehors de la Slovaquie) et l'Albanie et exclure les républiques post-soviétiques non baltes.

Ces arguments pourraient être pris au sérieux si l'Union Européenne avait construit de véritables relations d'associations avec des voisins et partenaires liés par l'histoire, la politique ou l'économie. L'alternative ne serait plus alors l'adhésion à tout le "paquet communautaire" ou rien, mais pourrait connaître plusieurs formes de réelle association. Malheureusement, l'Union, ces dernières années, a très clairement indiqué ce qu'il fallait comprendre par "association". La Commission européenne et plus encore le Conseil (c'est-à-dire des gouvernements) ont clairement donné le ton: il s'agit d'accords de libre-échange inégaux et d'application aléatoire. Hélas, le sort du partenariat euro-méditerranéen est de ce point de vue exemplaire. Annoncé pourtant à Barcelone en 1995 comme un véritable accord de coopération de sécurité et de paix entre l'Union et douze partenaires de la rive sud, il s'est résumé à des accords économiques bilatéraux inégaux (liberté relative des marchandises, liberté à sens unique dans la circulation des hommes), sans application des belles promesses en matière de culture ou d'éducation, tolérant des violations patentes de son article 2 relative au respect des droits de l'homme, par exemple dans le cas tunisien, voire des violations de l'accord dans sa quasi-totalité dans le cas israélien. La responsabilité de cet échec total incombe certes pour partie à des pouvoirs du Sud peu enclins à favoriser l'ouverture culturelle ou démocratique, mais elle est d'abord et avant tout le résultat d'un véritable sabotage des gouvernements de l'Union. On pourrait remarquer aussi que ces gouvernements de l'Union sont aussi membre de l'OSCE et du Conseil de l'Europe et qu'ils n'utilisent guère ces cadres pour densifier et améliorer leurs relations avec leurs voisins européens non communautaires. La Turquie, qui fait antichambre depuis un demi-siècle, a eu le temps de méditer sur ce qu'association veut dire...

Les hésitations en disent long sur la difficulté qu'a l'Europe pour se définir, et les risques que représente, à long terme et bien plus pour les pays de l'Union et leur projet politique commun que pour la Turquie une régression "essentielle" de l'intégration européenne. Mais l'imbroglie déclenché par la crise irakienne est tout aussi significatif d'un problème qui se pose à court terme à l'Europe.

On savait que la question de l'adhésion de la Turquie posait un problème régional: comment répondre, par oui ou par non sans déstabiliser la situation dans les Balkans et surtout à Chypre. La diplomatie grecque, subtilement menée par George Papandreou, a su ces derniers mois faire avancer tous les dossiers à la fois -

en particulier celui de la réunification de Chypre - en se faisant le meilleur avocat de la Turquie dans l'UE. Mais cette subtilité n'a pas suffi à la présidence grecque de l'Union pour maîtriser la crise provoquée par la volonté de guerre de Washington. Non seulement celle-ci a entraîné une division profonde à l'Ouest entre Schröder et Chirac d'un côté, Blair, Berlusconi et Aznar de l'autre, mais elle a permis aux américains de démontrer qu'ils avaient bien plus d'influence sur les anciens pays communistes d'Europe de l'Est et sur la Turquie que le couple franco-allemand "dirigeant de l'Europe". Cette situation n'est pas le fruit de l'immédiate conjoncture, elle traduit une fracture profonde bien plus réelle d'ailleurs au niveau des gouvernements que des peuples dans l'appréciation du projet européen lui-même. Elle a une dimension particulière concernant la Turquie. Les intérêts du gouvernement AKP soucieux à la fois d'indépendance et d'Europe d'une part, de "l'état profond" et des militaires soucieux de pouvoir et de relation avec le pentagone d'autre part, ne coïncident pas forcément. Mais les acteurs turcs ont, contrairement aux gouvernements d'Europe centrale, de vraies marges d'autonomie stratégique qu'ils s'efforcent de jouer le plus finement possible tactiquement. Civils et militaires à Ankara n'étaient pas vraiment fâchés de la crise déclenchée par la Belgique, la France et l'Allemagne à leur sujet: une bonne occasion de faire monter les enchères pour obtenir de Washington des milliards de dollars en plus et un droit de regard au Kurdistan d'Irak.

L'affaire n'est pas finie. Les Euro-atlantistes n'ont pas envie de donner à la Turquie un rôle de partenaire égal, il leur suffit que celle-ci reste fidèle à l'OTAN (et donc que la clique militaro-mafieuse "laïque" conserve son influence). Malheureusement les Euro-européens (les anti-guerres) ne traitent pas mieux la Turquie, jugée "cheval de troie des américains". En dehors du cas paradoxal, et déjà souligné, du gouvernement grec actuel, à l'évidence ni Schröder, ni Chirac n'avaient intégré les Turcs dans leurs calculs stratégiques (mais existe-t-il quelque part une quelconque stratégie pour l'Europe dans cette région?).

L'immigration turque en Europe occidentale, l'une des plus importantes en nombre, qui devrait être au cœur de toute cette problématique, en est largement et systématiquement exclue. Pire, elle est vécue par certains responsables politiques européens comme le sujet qu'il faut exclure du débat "par excellence". Cette exclusion est aussi liée à son mode d'organisation et de relation avec le pays d'origine. C'est une diaspora trop décalée par rapport aux évolutions de la société d'origine évolution socioculturelle de la société urbaine, évolution du paysage politique, évolution des données de la question kurde, etc. -, et pas suffisamment actrice dans la société d'accueil beaucoup d'organisations turques n'ont aucune stratégie d'alliance au sein de ces sociétés(11). Cela tient aussi au manque d'attention des forces progressistes européennes vis-à-vis de cette Turquie qui attend de l'autre côté de la porte. L'effort de résorption de ce double décalage pourrait constituer un

puissant facteur de renouvellement de la manière d'aborder comme un tout l'intégration européenne, sa relation avec le voisinage de l'Europe et le rôle des communautés immigrées et diasporiques qui dépasserait de loin le seul cas turc et la conjoncture troublée d'aujourd'hui.

Bernard DREANO

Contact pour cet article. [Julien.aitec@globenet.org](mailto:Julien.aitec@globenet.org)

(1) La loi électorale imposée par les militaires, exige 10% des votants pour être représenté au parlement, moyennant quoi la majorité des électeurs ne sont pas représentés. Notons que la loi Raffarin, pour nos élections régionales et européennes, est pire que ce système turc héritier du coup d'état de 1980 (car le système turc est proportionnel et les 10% concernent les suffrages exprimés).

(2) On désigne ainsi l'alliance militaro-mafieuse qui dirige le pays surtout depuis le coup d'état de 1980, notamment à travers le conseil national de sécurité (MGK) qui contrôle dans les faits le gouvernement.

(3) Les militaires devaient empêcher par une sorte de "coup d'état à blanc", le leader du Refah, Neçmettin Erbakan, de conserver, en 1997, le poste de Premier ministre.

(4) The Kurdish Question, Helsinki Citizens' Assembly Publications n°6, 1994 cf aussi Civic Perspectives for an Armed Conflict, Kurds in Turkey, HCA-Turquie, Istanbul 1995

(5) La majorité des 12 millions (au moins) de kurdes que compte la Turquie (sur un total de 70 millions d'habitants) vit dans les banlieues des villes de l'Ouest: Istanbul, Ankara, Izmir...

(6) Le MGK a fait interdire tous les partis kurdes les uns après les autres

(7) Le 4 novembre 1999 à Susurluk, sur la route Izmir-Istanbul un accident de la route fait 3 morts et un blessé dans la même mercedes, le blessé, le député Bucak. leader kurde du parti DYP, les 3 morts: un important chef de police, Hüseyin Kocadag, un chef de la mafia lié à l'extrême droite, Abdullah Çatli et sa maîtresse. Avec eux, une très importante somme d'argent. Le scandale ne pourra être étouffé et entraînera de nombreuses manifestations contre la corruption.

(8) Il occupe désormais ce poste depuis le début du mois de mars 2003.

(9) La IIIe assemblée du réseau international Helsinki Citizens' Assembly - créé à Prague en 1990 - s'était tenu sur ce thème dans la capitale turque. Pour nombre de participants à cette réunion, l'Europe s'était déjà "arrêtée" avec sa démonstration d'impuissance face au siège de Sarajevo.

(10) Le Milli Görüş, la puissante organisation culturelle du parti islamiste turc Refah, a plutôt été favorisée par les autorités allemandes pays d'accueil principal de l'émigration turque. L'évolution de la majorité du Refah vers l'AKP a profondément troublé le Milli Görüş qui évolue aujourd'hui de plus en plus dans un sens conservateur. Les petits groupes "marxistes léninistes" turcs, actifs dans l'immigration, et souvent enracinés dans des populations alévis (chiïtes turcs), ont, eux aussi, été déstabilisés par l'évolution de la société turque; en témoigne leur isolement autiste, suicidaire et tragique quand 72 de leurs militants sont morts ces derniers mois suite aux grèves de la faim en prison sans que ces groupes parviennent à susciter une solidarité significative à leur égard

(11) Le contre exemple d'une insertion dans le jeu politico-social du pays d'accueil, c'est bien sur l'Association des Travailleurs de Turquie en France devenue aujourd'hui Association des Citoyens Originaires de Turquie (ACORT).

### La société 20/80 et le Tittytainment

Mauro J. Zúñiga A .Médecin, syndicaliste, écrivain et ex-directeur de la Sécurité Sociale de Panamá  
Traduction. Tina Teysié Ciprés. Coeditrad, traducteurs bénévoles (\*)

Hans Peter-Martin et Harald Schuman nous présentent « Le piège de la globalisation » traduit en espagnol par Carlos Fortea et édité par Tauros, Pensamiento. C'est un livre remarquable, nourri de 376 citations bibliographiques distribuées de façon dense en 300 pages. Ils se sont inspirés de la Table Ronde que la Fondation Gorvachov a réuni du 27 septembre au 1 octobre 1995 au Fairmont, un hôtel légendaire et privilégié de la ville de San Francisco. 500 leaders politiques, économiques et sociaux du monde entier y ont assisté. Le sujet était de montrer la route à suivre au XXIe siècle, en marche vers une nouvelle civilisation.

La conclusion de cette session marathonnienne se résume en deux chiffres et un concept : la société 20/80 et Tittytainment. Aussi simple que cela. Au XXIe siècle, 20% de la population active suffiront à maintenir en marche l'économie mondiale. Et le reste ? « 80 % auront sans doute de grands problèmes » répond Jeremy Rifkin, auteur de « La fin du travail ». Zbigniew Brzezinski, qui a été conseiller du président Jimmy Carter, réunit deux mots anglais pour donner la solution : tits, qui signifie poitrine, sein ou mammelle, comme l'on préfère, non pas pour souligner le côté sexuel, mais plutôt le côté alimentaire, et, entertainment, loisir : tittytainment.

En 1996, il existait déjà 500 satellites qui envoyaient des signaux à mille millions de postes de télévision. Le bombardement est incessant. Nos petits deviennent muets devant leurs écrans. Les idoles de la jeunesse, à

l'échelle mondiale sont fabriquées par l'industrie du loisir. Sport, musique, violence, sexe, dans toutes leurs variantes. Ce qu'on veut, on le trouve sans sortir de chez soi. On projette de développer, au cours de notre siècle, ce qui fit la splendeur de l'empire romain : du pain et du cirque. Cela bien que les statistiques présentées dans le livre et celles que nous proposons le Programme des Nations Unies pour le Développement, les Organisations Internationales du Travail et même la Banque Mondiale montrent que le pain se fait rare à l'échelle planétaire ou que, du moins, il y a de moins en moins de bouches qui peuvent le savourer. Les grands consortiums licencient des centaines de milliers de travailleurs en un éclair. Les petites et moyennes entreprises succombent. La peur du licenciement et du travail précaire sont les rois de la modernité. Les populations trouvent leurs avantages sociaux dans les poubelles du monde. Notre environnement est parvenu aux limites de l'incompatibilité biologique. La société 20/80 est confortablement installée.

Mais alors, qui est coupable ?

« Personne » affirme le Marché de façon mensongère avec un cynisme évident.

Le livre est éducatif pour nous qui ne savons pas manipuler le monde de la Macroéconomie. La situation n'a jamais été bonne, mais elle s'est aggravée depuis deux décades. Ronald Reagan et son lieutenant Milton Friedman aux Etats-Unis, et Margaret Thatcher et Frederick Von Hayek en Angleterre devaient doter leur nouveau dieu de sa très sainte Trinité et ils y sont arrivés : Dérégulation, Libéralisation et Privatisation. Ils ont trouvé un bien brave « Papa Etat » : offrant la sécurité sociale aux travailleurs, réglant la journée de travail, protégeant ses devises, régulant les communications, enregistrant le capital, luttant pour protéger ses frontières de la spéculation. Péchés Mortels ! Libérez le Commerce et la Circulation des Capitaux. Privatisez toutes les Entreprises de l'Etat. Amen.

La Politique a succombé devant l'Economie, les Etats devant le Capital et les Etres Humains devant le Marché. Les consortiums investissent là où les coûts de production sont les plus rentables, c'est-à-dire là où les Etats sont les plus généreux, pour parler correctement. Le reste, qui comprend les 80 % des habitants du globe avec leur environnement, est pulvérisé dans une gigantesque poche en plastique. Des chiffres ? Ils abondent. Le capital financier international brasse quotidiennement 1,8 billions de dollars. Quel bénéfice laisse-t-il ? La misère.

Le monde est-il perdu ? Bien sûr que non. Il y a des issues. Le livre mentionne, entr'autres, l'application de la taxe Tobin (James Tobin, 1978, Prix Nobel d'Economie) : un impôt international de 1% sur toutes les transactions financières à court terme. Cette proposition a été reformulée en 1998 par Ignacio Ramonet, directeur du journal français Le Monde Diplomatique. Si on la met en pratique, avec les



sommes recueillies sur la spéculation financière, on peut éradiquer la pauvreté en quelques années. Le mouvement ATTAC (Association pour une Taxe sur les Transactions financières spéculatives pour une Aide au Citoyen) créé dans ce but, est issu d'Europe et s'est répandu en Amérique du Nord, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. L'utopie a été dépassée.

Mauro J. Zúñiga A  
Grano de Arena  
Contact pour cet article [informativo@attac.org](mailto:informativo@attac.org)

**(\*) [coorditrad@attac.org](mailto:coorditrad@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.**



## *Vous avez rendez-vous avec ATTAC*

*Semaine 16-04-2003 >> 23-04-2003*



<http://attac.org/rdv/index.html>

### **16/04**

**AUSTRIA** : <http://www.attac-austria.org/termine/termine.php>

Innsbruck + Attnang

**FINLAND** : <http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri>

Vantaa

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Epinal + Grenoble + Saintes + Paris 10

### **17/04**

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

La Rochelle + Rennes + Paris 18 + St Quentin la Poterie + Ars sur Moselle + Joeuf + Marly

### **18/04**

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Arras + Ars sur Moselle + Joeuf + Marly

### **19/04**

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Brest + Ars sur Moselle + Joeuf + Marly + Lyon + Cergy Pontoise

### **20/04**

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Ars sur Moselle + Joeuf + Marly

### **21/04**

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Ars sur Moselle + Joeuf + Marly + Chateaubriant

### **22/04**

**DANMARK** : <http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp>

København

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

St Brieuc + Lyon + Macon

**SVERIGE** : <http://www.attac.nu/index.php?sc=340,1>

Uppsala Social Forum

### **23/04**

**AUSTRIA** : <http://www.attac-austria.org/termine/termine.php>

Wien

**DANMARK** : <http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp>

København

**FRANCE** : <http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=>

Grenoble + Rennes

**NORGE** : <http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php>

Oslo

**SUISSE-SCHWEIZ** : [http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id\\_rubrique=6](http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6)

Lausanne